

## Les mots pour le dire...

 Dans son dernier roman, publié quelques jours avant les attentats de New York et de Washington, Salman Rushdie confie à un de ses personnages la pensée que « l'Amérique insulte le reste de la planète ». Depuis un peu plus de deux mois, le peuple américain se demande pourquoi tant de contrées dont il connaît à peine l'existence voient une telle haine au pays de l'Oncle Sam. L'administration Bush s'est chargée de lui fournir la réponse.

Pour le vice-président Dick Cheney, cela ne fait aucun doute : la personne responsable de ces attentats hait « *les Etats-Unis et tout ce qu'ils représentent... la liberté et la démocratie* ». Quant au président Bush, toujours friand d'énoncés simples et sans équivoque, il s'agit tout simplement d'un nouvel épisode de la lutte éternelle entre le Bien et le Mal.

Suite au choc émotionnel causé par l'effondrement des deux tours jumelles du World Trade Center, un journaliste du *Guardian* a cru bon d'affirmer que désormais « *nous sommes tous des Américains* ». Cette petite phrase peut sembler bien innocente. Après tout, qui pourrait reprocher à un journaliste d'affirmer la solidarité du peuple britannique avec son allié traditionnel d'Outre-Atlantique, frappé par une des attaques terroristes les plus ignobles de l'histoire contemporaine ? Mais c'est nous rappeler du même coup que les Etats-Unis sont en train d'imposer une culture, une vision du monde et un modèle politique unique au reste de la planète. Car depuis le 11 septembre, il semblerait que tous ceux qui parmi nous sont en désaccord – partiel ou total – avec la politique menée par les Etats-Unis sont assimilés à des ennemis de la démocratie et de la liberté. Pour reprendre les propos du président Bush – dont la disette linguistique n'a d'égal que les exposés infantilisants des principaux médias étatsuniens – « *if you're not with us, you're against us* ».

Dans cet univers orwellien, où tout énoncé, tout commentaire public prend une importance démesurée et peut avoir des conséquences funestes sur des peuples entiers, on peut s'inquiéter de l'apparition de nouveaux néologismes dont le but est d'apporter une solution rhétorique de fortune aux contradictions dans lesquelles le monde occidental se trouve empêtré. Dans le domaine militaire, on connaissait déjà les “frappes chirurgicales” et les “dommages collatéraux”, euphémismes pervers réduisant le massacre de milliers d'innocents à un paramètre négligeable. Sur le plan économique, d'autres curiosités linguistiques commencent à apparaître, telles que la notion de “leader civique” de l'économie, qui désigne celui ou celle qui décide, par patriotisme, de ne pas vendre ses actions afin de ne pas mettre encore davantage en danger l'économie chancelante de son pays.

Quand on a découvert que le responsable de l'attentat d'Oklahoma City était issu d'un mouvement d'extrême droite américain, il n'a jamais été question de bombarder l'Etat du Montana dans lequel bon nombre de ces mouvements fleurissent en toute impunité. Afin de justifier les récents bombardements en Afghanistan, on nous parle d'une croisade contre le “terrorisme international” censée conduire à une “victoire” ultime dans des délais “raisonnables” (le nom de cette opération, “*Enduring Freedom*”, laisse songeur. S'agit-il de faire durer la liberté ou de s'en accommoder comme on supporte un malheur ?). Ce que l'Amérique et ses alliés semblent avoir oublié, c'est que ce fameux “terrorisme international” n'est pas une organisation constituée, ni même une idéologie localisable comme l'était le communisme, ennemi public numéro un des Etats-Unis pendant une bonne partie du siècle passé. Il s'agirait plutôt d'une stratégie adoptée par des communautés ou des groupes peu

hiérarchisés et décentralisés ne disposant pas d'une importance politique et économique suffisante pour pouvoir espérer atteindre leurs buts sans recourir à des actes de violence.

Les bombardements en Afghanistan n'apporteront aucune solution à ce problème, et il semble évident que ce type d'action aura peu d'impact sur les activités des Tigres tamoul au Sri Lanka ou des groupes séparatistes basques. Pas plus qu'ils n'auraient eu d'influence sur les escadrons de la mort financés et formés par la CIA au Nicaragua, qui ont valu aux Etats-Unis une condamnation du Conseil de sécurité de l'ONU et de la Cour de justice internationale. Car on a parfois tendance à oublier que pendant que l'Amérique s'enorgueillit de ses valeurs démocratiques, pendant que l'Amérique se console en agitant des drapeaux et en vociférant des slogans patriotiques, des peuples entiers situés plus au Sud ou à l'Est sont, eux, réduits au silence. A l'époque où le terrorisme est devenu plus que jamais « *le crime essentiel qui contient tous les autres* », pour citer la célèbre phrase de l'auteur de 1984, le fossé qui sépare la guerre et le discours sur la guerre, la politique et la démocratie, le langage et la réalité, n'a jamais semblé aussi profond.

- Michel Delville